

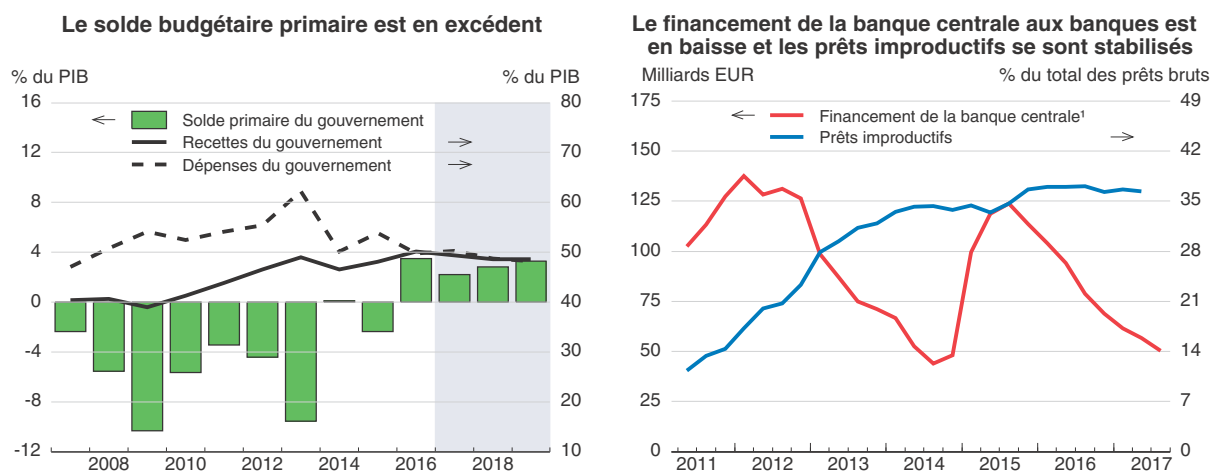
## GRÈCE

La croissance du PIB devrait progresser au rythme de 2.3 % en 2018, avant de ralentir en 2019 pour s'établir à 2 %. La consommation et l'investissement privés alimenteront la reprise, en réaction à une diminution de l'incertitude politique et à une amélioration progressive des conditions financières. Les exportations devraient continuer à augmenter, à la faveur de la hausse de la demande externe. L'accélération des importations entamera la croissance en 2019. Les capacités excédentaires diminuent, mais restent exceptionnellement importantes, ce qui limite les tensions sur les prix et les salaires.

L'excédent budgétaire est en voie de dépasser l'objectif fixé pour 2017 grâce à une amélioration de la discipline fiscale et de la maîtrise des dépenses. Il faut aller plus loin dans la résorption des arriérés d'impôts. Il reste urgent de faire baisser le niveau de pauvreté, qui est élevé, en particulier parmi les jeunes. Le programme de revenu minimum garanti est un premier pas qui mérite d'être salué, mais un recentrage de l'ensemble du dispositif de protection sociale serait de mise. L'examen des dépenses conduit récemment a montré qu'il existe une marge de manœuvre budgétaire pour financer une expansion modérée de programmes sociaux ciblés. La poursuite des réformes des marchés de produits permettrait d'améliorer encore la compétitivité.

Le niveau de la dette publique grecque et le montant des créances douteuses et litigieuses des banques sont une source de vulnérabilité financière. Placer la dette publique sur une trajectoire de baisse régulière nécessitera des réformes durables destinées à stimuler la production potentielle, ainsi qu'une nouvelle restructuration de la dette. Le montant de l'encours de créances douteuses et litigieuses des banques limite leur activité de prêt et constitue un risque supplémentaire. Il faut en priorité traiter et céder progressivement ces créances, tout en s'assurant que les banques conservent un volant de fonds propres suffisant.

## Grèce



1. Comprend la fourniture de liquidité d'urgence (FLU) par la Banque de Grèce et le financement fourni par la Banque Centrale Européenne.

Source : Base de données des perspectives économiques de l'OCDE, n° 102 ; Banque de Grèce ; et FMI.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933631608>

Grèce : **Demande, production et prix**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	178.7	-0.3	-0.2	1.4	2.3	2.0
Consommation privée	125.4	-0.5	0.0	0.9	1.3	1.4
Consommation publique	36.2	1.2	-1.5	1.3	0.4	1.4
Formation brute de capital fixe	20.6	-0.3	1.6	3.3	7.2	7.5
Demande intérieure finale	182.3	-0.1	0.1	1.2	1.9	2.3
Variation des stocks <sup>1,2</sup>	0.7	-1.0	0.5	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	183.0	-1.0	0.5	2.2	2.5	2.3
Exportations de biens et services	57.8	3.1	-1.8	5.7	5.8	4.9
Importations de biens et services	62.1	0.4	0.3	5.0	4.3	5.8
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 4.3	0.9	-0.7	0.2	0.4	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-1.0	-1.0	0.1	1.8	0.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-1.1	0.0	1.2	1.0	1.2
IPCH sous-jacent <sup>3</sup>	—	-0.4	0.6	0.5	1.0	1.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	24.9	23.5	21.7	20.5	19.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-19.5	-22.1	-21.1	-20.8	-20.9
Solde financier des administrations publiques <sup>4</sup> (% du PIB)	—	-5.7	0.5	-0.9	-0.1	0.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	183.3	189.5	186.6	181.5	178.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	176.8	180.8	177.9	172.8	169.3
Balance des opérations courantes <sup>5</sup> (% du PIB)	—	-0.2	-1.1	0.4	0.4	0.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

4. Sur la base des comptes nationaux. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce. Pour les années 2015 à 2019, les données comprennent le soutien estimé du gouvernement aux institutions financières et les recettes des privatisations.

5. Sur la base des règlements.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 102.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933632615>

**Une reprise progressive se dessine**

En juin 2017, l'achèvement du deuxième examen du programme de l'UE a suscité un regain de confiance, ce qui a bénéficié à l'activité. La progression de l'emploi a été un facteur de dynamisme des revenus et de la consommation privée, bien que nombre des postes créés soient des emplois temporaires ou à temps partiel, et rémunérés au salaire minimum. L'amélioration de la compétitivité de la Grèce stimule les exportations de biens, tandis que la reprise mondiale dope les recettes touristiques. Dans un contexte de capacités excédentaires encore significatives, il y a peu de tensions inflationnistes et salariales.

L'accès au financement est plus facile pour les banques. Bien qu'elles n'aient pas encore récupéré les dépôts perdus pendant la crise, elles recourent davantage au marché interbancaire et font moins appel aux financements d'urgence de la Banque centrale. Elles continuent toutefois à réduire leurs activités de prêt. La proportion de créances douteuses et litigieuses (CDL) demeure élevée puisqu'elles représentaient 36 % de l'encours total de prêts au début de 2017.

### **Rétablir la résilience bancaire et budgétaire pour favoriser une reprise inclusive**

Le gouvernement est en passe d'atteindre en 2017 un excédent budgétaire primaire de 2.2 % du PIB, dépassant l'objectif fixé. L'amélioration en cours du recouvrement des recettes et la fin des programmes de dépenses temporaires ont des effets positifs sur le budget et compensent l'abaissement des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et la hausse de la consommation des administrations. L'atténuation de l'incertitude à propos des finances publiques a entraîné un relèvement de la notation de crédit de l'État et une réduction des écarts de taux sur la dette publique, ce qui a permis au gouvernement d'effectuer sa première émission d'obligations depuis trois ans. Les progrès de la discipline fiscale et du contrôle des dépenses devraient contribuer accroître l'excédent budgétaire primaire en 2018 et 2019.

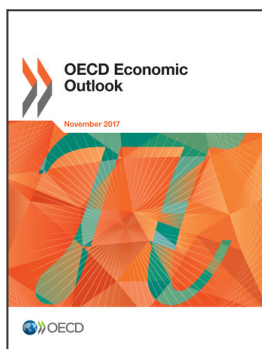
Les réformes améliorent la gouvernance des banques et réduisent leurs coûts. Un nouveau cadre pour le traitement des créances douteuses et litigieuses est en place et les banques ont atteint leurs objectifs initiaux. Si elles sont bien capitalisées, la qualité de leurs fonds propres, en grande partie constitués de créances fiscales reportables, se révèle incertaine. Les contrôles sur les mouvements de capitaux restent en vigueur, mais les conditions de leur assouplissement futur sont décrites dans leurs grandes lignes dans une feuille de route.

La reprise économique naissante n'a pas encore permis de faire reculer la pauvreté. Les programmes existants de protection sociale restent focalisés sur les dépenses de retraites et n'apportent guère de soutien aux jeunes. Il est possible de mieux cibler le système de protection sociale afin de protéger les familles d'un appauvrissement sensible, en particulier celles comptant des enfants et dans lesquelles les parents sont sans travail. Le revenu minimum garanti, mis en place à l'échelle nationale en 2017, est un pas vers l'établissement d'un système plus équitable qui nécessitera des mesures davantage ciblées, axées notamment sur le financement des repas scolaires, les prestations familiales et les aides au logement.

### **Le redressement de l'investissement donnera du souffle à la reprise**

La croissance du PIB devrait s'accélérer en 2018 et rester vigoureuse en 2019. L'investissement des entreprises et l'investissement dans le logement devraient rebondir, après dix ans de contraction, à la faveur de l'amélioration des conditions financières et d'un regain de confiance. L'effet des récentes réformes des marchés de produits et du marché du travail sera bénéfique à la compétitivité. La progression de l'emploi et la faiblesse de l'inflation soutiendront la consommation privée. Le redressement de la demande intérieure entraînera progressivement une accélération des importations par rapport aux exportations, de sorte que les exportations nettes auront un effet négatif sur la croissance du PIB en 2019.

Le niveau élevé de la dette publique et des créances douteuses et litigieuses rend les perspectives économiques de la Grèce très sensibles à tout dérapage de la politique économique. Un ralentissement des avancées dans le traitement de ces créances douteuses et litigieuses pèseraient sur la confiance, l'investissement et l'activité. Une augmentation du coût du service de la dette publique, en particulier après l'achèvement du programme de l'UE en août 2018, pourrait avoir des effets préjudiciables pour les finances publiques et la confiance en général, ce qui freinerait la croissance. Une nouvelle restructuration de la dette accélérerait l'amélioration de l'accès aux financements comme la reprise de l'activité. Des progrès plus nets dans l'exécution du programme de réformes doperaient la productivité, l'investissement et les exportations au-delà des prévisions.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2017 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2017-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2017), « Grèce », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2017 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2017-2-21-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-2-21-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).